

Devant la cour d'assises de Paris

Le « coup tordu » du gouvernement français

L'envoi de Bob Denard à Moroni, en septembre 1995, avait pour but de se débarrasser du président comorien.

Le troisième et dernier débarquement de Bob Denard aux Comores, en septembre 1995, était donc aussi un « coup tordu ». Apparemment stupéfait, le président de la cour d'assises de Paris lève les bras au plafond : « Là, ça devient grave ! Si les gens de la Coopération et de l'Élysée s'amusent à des jeux compliqués comme ça... » De la bouche de Salim Abdallah, fils aîné du président assassiné, il vient d'apprendre que Denard avait été une nouvelle fois « instrumentalisé » par les « services », autrement dit par le gouvernement français.

Le jeu était effectivement compliqué. Un coup de billard à trois ou quatre bandes : faire débarquer le vieux Bob à Moroni pour y débarquer le président Djohar (devenu gênant pour les intérêts français et aujourd'hui toujours en exil malgré lui à La Réunion) avant de faire débarquer huit cents bérets verts, sous les acclamations de l'ONU, pour y débarquer des Comores l'encombrant « corsaire de la République ».

Un homme de couleur

Jacques Chirac était président depuis le mois de mai. Mais avant cette date, au moment où le coup se mijotait, François Mitterrand était à l'Élysée, Édouard Balladur, à Matignon, Michel Roussin, ancien responsable du contre-espionnage, au ministère de la Coopération (cité à comparaître, il a témoigné par écrit), et l'insupportable Jacques Foccart, de retour aux affaires, à sa chère Afrique.

Que dit Salim Abdallah, dont les deux frères étaient à l'époque embastillés à Moroni et condamnés à mort après un

coup d'État manqué contre Djohar ? « Avec mon avocat, Yves Lorrain, j'ai été reçu à l'Élysée et à la Coopération. Là, on m'a dit que la France ne pouvait rien faire pour mes frères, qu'un seul homme pouvait leur venir en aide : Denard. On a ajouté que je devais retirer la plainte contre lui pour le mettre à l'aise. » Le président Corneloup ouvre de grands yeux. « Ça, c'est un scoop. Mais qui avez-vous vu ? » Le témoin ne se souvient plus des noms. « A l'Élysée, c'était un homme de couleur, comme moi. Il est

aujourd'hui en Afrique du Sud. »

Cette révélation résonne comme un coup de tonnerre à la cour d'assises. Dans leur box, Robert Denard et Dominique Malacrino ne cillent pas. Pendant trois heures, le fils Abdallah est sur le grill. Le président Corneloup veut savoir pourquoi il s'est désisté de sa plainte pour assassinat en 1996, une fois ses deux frères libérés par le commando Denard, ce qui n'arrêta pas pour autant l'action judiciaire.

Le témoin cité par le ministère public est très mal à l'aise.

Le 27 novembre 1989, c'est lui qui a fermé les yeux de son père et du sergent-chef Jaffar, son meurtrier par accident selon la version Denard. Tous deux rapidement mis en terre à Anjouan. Sans l'autopsie qui s'imposait, impensable aux Comores islamiques.

Sous la pression

Depuis, lors de ses interrogatoires par les gendarmes et le juge d'instruction Chantal Perdrix, il a eu cinq ou six versions contradictoires. « Je suis venu devant vous depuis Moroni pour vous dire la vérité », affirme ce riche importateur-exportateur anjouanais. Mais il hésite, bafouille, ne se souvient plus, se contredit. Le président doit se fâcher à plusieurs reprises. « Vous avez déclaré que Denard vous téléphona pour faire du chantage, qu'il était prêt à vous aider à reprendre le pouvoir si vous retiriez votre plainte. » Salim Abdallah, transpirant : « Si c'est écrit, c'est que je l'ai dit. Mais c'était sous la pression. Je ne savais plus où était la vérité. Vous savez, aux Comores, Radio Cocotier... »

Les yeux sur la pendule qui marque 13 heures, le président est à bout. « Qu'est-ce que ça veut dire ? Tout le monde se trompe et porte le chapeau, sauf vous ! » Le témoin, espérant que la faim et la fatigue de son tourmenteur mettront enfin un terme à son supplice, conclut : « Vous savez, notre famille est aujourd'hui dans une pénible situation. On dit que nous sommes devenus les alliés de l'assassin de notre père. C'est faux. Nous voulons savoir la vérité et nous faisons confiance à la justice des hommes. » Un ange passe.

Francis PUYALTE



Bob Denard, un encombrant « corsaire de la République ».
(Photo Joel Sajat/AFP.)